

Journals

No. 205 (Unrevised)

Monday, September 25, 2017

11:00 a.m.

Journaux

N^o 205 (Non révisé)

Le lundi 25 septembre 2017

11 heures

PRAYER

TABLING OF DOCUMENTS

The Speaker laid upon the Table, — Case Report on the Findings of the Public Sector Integrity Commissioner in the Matter of an Investigation into a Disclosure of Wrongdoing, pursuant to the Public Servants Disclosure Protection Act, S.C. 2005, c. 46, sbs. 38(3.1) and (3.3). — Sessional Paper No. 8560-421-1060-05. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Government Operations and Estimates*)

PRIVATE MEMBERS' BUSINESS

At 11:06 a.m., pursuant to Standing Order 30(7), the House proceeded to the consideration of Private Members' Business.

The Order was read for the second reading and reference to the Standing Committee on Justice and Human Rights of Bill C-325, An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to housing).

Ms. Blaney (North Island—Powell River), seconded by Ms. Boutin-Sweet (Hochelaga), moved, — That the Bill be now read a second time and referred to the Standing Committee on Justice and Human Rights.

Debate arose thereon.

Pursuant to Standing Order 93(1), the Order was dropped to the bottom of the order of precedence on the Order Paper.

GOVERNMENT ORDERS

The House resumed consideration of the motion of Mr. Brison (President of the Treasury Board), seconded by Mr. Sohi (Minister of Infrastructure and Communities), — That Bill C-58, An Act to amend the Access to Information Act and the Privacy Act and to make consequential amendments to other Acts, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Access to Information, Privacy and Ethics.

The debate continued.

PRIÈRE

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Le Président dépose sur le Bureau, — Rapport sur le cas des conclusions du commissaire à l'intégrité du secteur public dans le cadre d'une enquête concernant des divulgations d'actes répréhensibles, conformément à la Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles, L.C. 2005, ch. 46, par. 38(3.1) et (3.3). — Document parlementaire n^o 8560-421-1060-05. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoi en permanence au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires*)

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

À 11 h 6, conformément à l'article 30(7) du Règlement, la Chambre aborde l'étude des Affaires émanant des députés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de la justice et des droits de la personne du projet de loi C-325, Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit au logement).

M^{me} Blaney (North Island—Powell River), appuyée par M^{me} Boutin-Sweet (Hochelaga), propose, — Que le projet de loi soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent de la justice et des droits de la personne.

Il s'élève un débat.

Conformément à l'article 93(1) du Règlement, l'ordre est reporté au bas de l'ordre de priorité au Feuilleton.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Brison (président du Conseil du Trésor), appuyé par M. Sohi (ministre de l'Infrastructure et des Collectivités), — Que le projet de loi C-58, Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et d'autres lois en conséquence, soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique.

Le débat se poursuit.

STATEMENTS BY MEMBERS

Pursuant to Standing Order 31, Members made statements.

ORAL QUESTIONS

Pursuant to Standing Order 30(5), the House proceeded to Oral Questions.

DAILY ROUTINE OF BUSINESS

PRESENTING PETITIONS

Pursuant to Standing Order 36, petitions certified by the Clerk of Petitions were presented as follows:

- by Mrs. Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke), one concerning the tax system (No. 421-01657);
- by Mr. Kmiec (Calgary Shepard), one concerning the automotive industry (No. 421-01658), one concerning discrimination (No. 421-01659), one concerning Islam (No. 421-01660) and one concerning China (No. 421-01661);
- by Ms. Mathysen (London—Fanshawe), one concerning navigable waters (No. 421-01662) and one concerning the electoral system (No. 421-01663);
- by Ms. May (Saanich—Gulf Islands), one concerning natural gas (No. 421-01664) and one concerning housing policy (No. 421-01665);
- by Mr. Tilson (Dufferin—Caledon), one concerning Omar Khadr (No. 421-01666);
- by Ms. Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith), one concerning discrimination (No. 421-01667).

APPLICATIONS FOR EMERGENCY DEBATE

Pursuant to Standing Order 52, Mr. Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan) asked leave to move the adjournment of the House for the purpose of discussing a specific and important matter requiring urgent consideration, namely, the situation of the Rohingyas.

The Speaker decided that the matter was proper to be discussed and, pursuant to Standing Order 52(9), directed that it be considered on Tuesday, September 26, 2017, at the ordinary hour of daily adjournment.

GOVERNMENT ORDERS

The House resumed consideration of the motion of Mr. Brison (President of the Treasury Board), seconded by Mr. Sohi (Minister of Infrastructure and Communities), — That Bill C-58, An Act to amend the Access to Information Act and the Privacy Act and to make consequential amendments to other Acts, be now read a second time and referred to the Standing Committee on Access to Information, Privacy and Ethics.

The debate continued.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Conformément à l'article 31 du Règlement, des députés font des déclarations.

QUESTIONS ORALES

Conformément à l'article 30(5) du Règlement, la Chambre procède à la période de questions orales.

AFFAIRES COURANTES ORDINAIRES

PRÉSENTATION DE PÉTITIONS

Conformément à l'article 36 du Règlement, des pétitions certifiées par le greffier des pétitions sont présentées :

- par M^{me} Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke), une au sujet du système fiscal (n^o 421-01657);
- par M. Kmiec (Calgary Shepard), une au sujet de l'industrie de l'automobile (n^o 421-01658), une au sujet de la discrimination (n^o 421-01659), une au sujet de l'islam (n^o 421-01660) et une au sujet de la Chine (n^o 421-01661);
- par M^{me} Mathysen (London—Fanshawe), une au sujet des eaux navigables (n^o 421-01662) et une au sujet du système électoral (n^o 421-01663);
- par M^{me} May (Saanich—Gulf Islands), une au sujet du gaz naturel (n^o 421-01664) et une au sujet de la politique du logement (n^o 421-01665);
- par M. Tilson (Dufferin—Caledon), une au sujet d'Omar Khadr (n^o 421-01666);
- par M^{me} Malcolmson (Nanaimo—Ladysmith), une au sujet de la discrimination (n^o 421-01667).

DEMANDES DE DÉBAT D'URGENCE

Conformément à l'article 52 du Règlement, M. Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan) demande la permission de proposer l'ajournement de la Chambre en vue de la discussion d'une affaire déterminée et importante dont l'étude s'impose d'urgence, à savoir la situation des Rohingyas.

Le Président décide qu'il est opportun de discuter de cette affaire et, conformément à l'article 52(9) du Règlement, ordonne qu'elle soit prise en considération le mardi 26 septembre 2017, à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Brison (président du Conseil du Trésor), appuyé par M. Sohi (ministre de l'Infrastructure et des Collectivités), — Que le projet de loi C-58, Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et d'autres lois en conséquence, soit maintenant lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique.

Le débat se poursuit.

PETITIONS FILED WITH THE CLERK OF THE HOUSE

Pursuant to Standing Order 36, petitions certified by the Clerk of Petitions were filed as follows:

— by Ms. Gladu (Sarnia—Lambton), one concerning the electoral system (No. 421-01668);

— by Mr. Longfield (Guelph), one concerning the electoral system (No. 421-01669).

ADJOURNMENT PROCEEDINGS

At 6:30 p.m., pursuant to Standing Order 38(1), the question “That this House do now adjourn” was deemed to have been proposed.

After debate, the question was deemed to have been adopted.

Accordingly, at 6:57 p.m., the Speaker adjourned the House until tomorrow at 10:00 a.m., pursuant to Standing Order 24(1).

PÉTITIONS DÉPOSÉES AUPRÈS DU GREFFIER DE LA CHAMBRE

Conformément à l'article 36 du Règlement, des pétitions certifiées par le greffier des pétitions sont déposées :

— par M^{me} Gladu (Sarnia—Lambton), une au sujet du système électoral (n° 421-01668);

— par M. Longfield (Guelph), une au sujet du système électoral (n° 421-01669).

DÉBAT D'AJOURNEMENT

À 18 h 30, conformément à l'article 38(1) du Règlement, la motion « Que la Chambre s'ajourne maintenant » est réputée présentée.

Après débat, la motion est réputée agréée.

En conséquence, à 18 h 57, le Président ajourne la Chambre jusqu'à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.